

Le Monde, 7 mai 2024 (date de mise en ligne sur Le Monde numérique)

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/05/07/face-a-la-deferlante-de-haine-contre-les-juifs-depuis-le-7-octobre-le-gouvernement-lance-des-assises-de-lutte-contre-l-antisemitisme\\_6231971\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/05/07/face-a-la-deferlante-de-haine-contre-les-juifs-depuis-le-7-octobre-le-gouvernement-lance-des-assises-de-lutte-contre-l-antisemitisme_6231971_3224.html)

## **Face à la « déferlante » de haine contre les juifs depuis le 7 octobre 2023, le gouvernement lance des assises de lutte contre l'antisémitisme**

Louise Convelaire

***Lors du dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France, lundi soir, le premier ministre, Gabriel Attal, a accusé La France insoumise d'« agiter les haines » et pointé « le cynisme absolu » du Rassemblement national.***

La vague de haine antisémite continue de déferler sur la France, « *une vague d'une ampleur rare, plus forte, plus violente, plus relayée et plus établie qu'au cours des dernières années* », a lancé le premier ministre, Gabriel Attal, à la tribune du Carrousel du Louvre, lors du trente-huitième dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), lundi 6 mai, à l'issue de Yom Hashoah, la journée du souvenir de la Shoah, et sept mois, presque jour pour jour, après l'attaque terroriste du Hamas en Israël, le 7 octobre 2023.

Ainsi, [« 366 faits antisémites » ont été enregistrés en France](#) au premier trimestre 2024, soit « *une hausse de 300 % par rapport aux trois premiers mois de l'année 2023* », a précisé le chef du gouvernement. « *Personne ne peut nier cette déferlante antisémite* », a-t-il martelé, après avoir accusé La France insoumise et son leader, Jean-Luc Mélenchon, d'« *agiter les haines* ».

Gabriel Attal a aussi critiqué le Rassemblement national, en pointant « *le cynisme absolu de ceux qui disent soutenir les Français juifs par réflexe antimusulman* » et son changement de positionnement vis-à-vis des juifs. « *La ficelle est un peu grosse, personne ne se laissera tromper* », a-t-il déclaré, avant de promettre de « *faire preuve d'une fermeté exemplaire à chaque acte [antisémite]* » et de rappeler l'engagement du gouvernement dans ce combat.

**« Réflexion sur notre minimum commun »**

Quelques heures plus tôt, se tenaient, à Paris, [les assises de lutte contre l'antisémitisme](#) sous l'égide de la ministre chargée de la lutte contre les discriminations, Aurore Bergé, présente également au dîner. Appelant à un « *sursaut collectif* », elle a réuni les principales associations de lutte contre le racisme et l'antisémitisme – SOS Racisme, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, le Fonds social juif unifié, l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) – et les responsables des cultes catholique, juif, protestant et musulman autour d'un objectif : « *créer un espace de discussion et d'échanges libres (...) sans esprit de polémique (...)* », afin de mener un « *travail de réflexion sur notre minimum commun qui prendra la forme d'un manifeste sur lequel il ne devrait jamais être possible de transiger* », et formuler des propositions d'action.

Les travaux, menés sous la houlette de Marie-Anne Matard-Bonucci, professeure d'histoire contemporaine à l'université Paris-VIII, s'achèveront à la fin du mois de juin, après l'audition, notamment, de « *toutes les formations politiques représentées à l'Assemblée nationale* », a répété, à deux reprises, Aurore Bergé, signifiant ainsi que les députés de La France insoumise et du Rassemblement national seraient, eux aussi, sollicités pour participer à ces réflexions.

La veille, le 5 mai, Jonathan Greenblatt, le directeur de l'Anti-Defamation League, principal groupe de lutte contre l'antisémitisme aux Etats-Unis, déclarait, à l'occasion de la sortie du rapport annuel de l'ONG américaine : « *Les conséquences de l'horrible attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre [2023] ont été suivies d'un tsunami de haine contre les communautés juives dans le monde entier* », la guerre alimentant un « *incendie qui était déjà hors de contrôle* ».

### **Explosion d'une « barrière mémorielle »**

En France, le nombre d'agressions antisémites est passé de 436 en 2022 à 1 676 en 2023. Selon les chiffres du CRIF, les actes antijuifs ont augmenté de 1 000 % entre l'attaque du 7 octobre 2023 et le mois de janvier, atteignant en trois mois le chiffre des trois années précédentes cumulées.

Selon une enquête réalisée par l'IFOP pour l'antenne française de l'American Jewish Committee et la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), publiée le 4 mai dans [Le Parisien](#), 25 % des Français juifs affirment avoir été victimes d'un incident antisémite, d'insultes ou d'agression depuis octobre 2023. Le chiffre s'élève à 37 % pour les moins de 25 ans. « *Le 7 octobre [2023] fait exploser une barrière mémorielle, éthique, politique* », a commenté le politologue Dominique Reynié, directeur général de Fondapol,

présent aux assises, tout en soulignant « *la prégnance de cet antisémitisme post-7 octobre au sein des nouvelles générations* ».

Comme en témoigne le récit de cette petite fille de 8 ans. Dos à la caméra, elle raconte le jour où l'une de ses camarades de classe lui jette au visage qu'elle refuse de partager sa chambre en classe de mer « *parce qu'[elle] est juive* ». « *Choquée* », l'élève de CE2 reste figée, mutique. Et n'ose en parler à sa mère que le lendemain. Ce témoignage, diffusé parmi d'autres lors des assises, est présenté sous le titre suivant : « *L'antisémitisme après le 7 octobre* ».

C'est le cœur du sujet : « *l'assignation* » des citoyens de confession juive au conflit au Proche-Orient, « *la dynamique d'essentialisation* » des juifs à Israël, selon les mots de Samuel Lejoyeux, président de l'UEJF, quelques jours après [des mobilisations propalestiniennes dans le monde étudiant](#), notamment à Sciences Po Paris. « *L'antisémitisme est un délit, l'antisionisme une opinion* », ont rappelé plusieurs intervenants.

### **Enseigner le fait religieux à l'école**

L'école et les universités constituent les premiers lieux d'exposition aux actes antisémites. Pour six victimes sur dix, les injures, les menaces ou les violences physiques se sont déroulées dans un établissement scolaire. Un constat également mis en avant par le président du CRIF, le matin, lors des assises, et, le soir, lors du dîner officiel. Yonathan Arfi a souligné le « *rajeunissement des auteurs et des victimes d'actes antisémites* » mais aussi la « *haine d'Israël comme carburant au regain d'antisémitisme* », avant d'appeler à une « *meilleure lisibilité* » du traitement judiciaire des actes antisémites. Une requête entendue par le premier ministre, qui a annoncé, dans son discours, avoir demandé au ministre de la justice, Eric Dupond-Moretti, de « *trouver le moyen* » de recenser ces actes et les sanctions.

Ostracisme des étudiants juifs dans les écoles et les universités, peur, sentiment de solitude et d'abandon, réflexes « *d'auto-invisibilisation* » (certains ne portent plus la kippa dans les espaces publics, ni l'étoile de David, changent leur nom sur l'Interphone de leur immeuble, retirent la mezouzah de leur porte...). Face à cela, « *on ne peut pas se contenter de discours et de manifestes* », a lancé Elie Korchia, le président du Consistoire central, lors des assises.

M<sup>me</sup> Matard-Bonucci a, quant à elle, parlé de « *nouvelles stratégies de lutte à inventer* ». Et, déjà, quelques pistes ont été évoquées, soutenues par plusieurs

intervenants : instaurer une journée de la fraternité, faire de la lutte contre l'antisémitisme une grande cause nationale et acter le retour de l'enseignement du fait religieux à l'école, dès l'école primaire, voire dès la maternelle. Pour le grand rabbin de France, Haïm Korsia, « *il faut emmener les élèves visiter une synagogue, une église, une mosquée, un temple... Nous avons perdu une génération, il faut travailler sur la suivante* ».